

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Ludovic Lamant, *Squatter le pouvoir. Les mairies rebelles d'Espagne*, Montréal, Lux, 2016

Jonathan Durand-Folco

Number 19, Winter 2018

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/87776ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Durand-Folco, J. (2018). Review of [Ludovic Lamant, *Squatter le pouvoir. Les mairies rebelles d'Espagne*, Montréal, Lux, 2016]. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (19), 243–246.

Ludovic Lamant,
Squatter le pouvoir. Les mairies rebelles d'Espagne,
Montréal, Lux, 2016

JONATHAN DURAND-FOLCO

À l'heure de l'essoufflement du cycle progressiste en Amérique latine et de l'échec de Syriza en Grèce, la gauche radicale à travers le monde est à la recherche d'une source d'inspiration, d'un modèle permettant d'éclairer la voie de l'action politique émancipatrice. Si des figures « socialistes » populaires comme Bernie Sanders, Jeremy Corbyn et Jean-Luc Mélenchon servent parfois d'exemples, c'est du côté des mairies rebelles d'Espagne que le journaliste français Ludovic Lamant nous invite à regarder pour découvrir l'une des expérimentations politiques les plus innovantes du XXI^e siècle. Suite au mouvement du 15-M (qui débuta le 15 mai 2011 avec l'occupation massive de la Puerta del Sol à Madrid), le récit officiel veut que cette grande contestation populaire se soit rapidement essoufflée pour ensuite laisser place à l'ascension fulgurante du nouveau parti Podemos. Or, au-delà du succès initial de cette formation politique et de son leader charismatique Pablo Iglesias, Lamant souligne que l'héritage du 15-M représente beaucoup plus qu'un tremplin électoral pour un parti à l'échelle nationale.

Depuis 2011, [...] ma conviction s'est raffermie : l'hypothèse municipale, telle qu'elle s'élabore depuis 2014, est l'une des plus puissantes. Elle est aussi la plus riche d'enseignements, pour les gauches en France et ailleurs. C'est là, à l'échelle des mairies du changement comme elles ont coutume de s'appeler, qu'un nouvel imaginaire politique se forge. C'est là, aussi, que de jeunes citoyens dégoûtés par la politique traditionnelle reprennent goût aux discussions « en commun » et que la « défiance » à l'encontre de la démocratie semble se résorber. C'est là, enfin, que des batailles contre les pouvoirs établis, des banques aux multinationales de l'énergie, sont en passe d'être gagnées. Si l'on veut comprendre l'originalité du laboratoire espagnol, il est urgent de sortir d'un récit trop linéaire centré sur l'irruption de Podemos et de documenter ce nouveau municipalisme encore méconnu hors d'Espagne (p. 22-23).

À travers un récit à la fois instructif, intimiste et non linéaire, Lamant brosse un portrait riche et complexe de cette nouvelle constellation qui prit naissance en juin 2014. Tout débuta lorsque Ada Colau, ex-porte-parole énergique de la Plateforme contre les expulsions immobilières (PAH), lança le manifeste *Guanyem Barcelona* en invitant les mouvements sociaux, associations et partis politiques de gauche à constituer une plateforme citoyenne pour prendre d'assaut la mairie lors des prochaines élections municipales. Un an plus tard, non seulement elle réussit son pari en devenant mairesse de Barcelone, mais sa stratégie de

« confluence citoyenne » se diffusa comme une traînée de poudre, en permettant aux plateformes municipalistes de s'emparer de nombreuses mairies dont les plus notables sont celles de Madrid, Cadix, La Corogne, Saragosse et Valence. Si la crise économique et sociale qui sévit en Espagne depuis 2008 constitue un contexte favorable, les mouvements sociaux et la gauche politique n'avaient jamais encore réussi à traduire l'indignation en changement politique, c'est-à-dire à passer du stade du « processus destituant (de protestations sociales et de dénonciation) à un processus constituant (visant à occuper les institutions) » (p. 42). Comment expliquer alors ce sursaut démocratique à l'échelle municipale ?

Lamant appelle cette stratégie originale « l'art de confluer », c'est-à-dire un processus complexe « où l'on inventait, au-delà des slogans, une autre manière de faire de la politique : un patient travail de brassage des gauches croisant des acteurs des mouvements sociaux, des activistes du 15-M, mais aussi des militants des "vieux" partis » (p. 60). Il ne s'agit pas pour autant d'un « bouillon de sigles », c'est-à-dire d'alliances purement électoralistes négociées entre appareils de partis. Il s'agit plutôt de dépasser les clivages habituels entre partis, syndicats, mouvements sociaux et « simples citoyens », en rassemblant une pluralité d'acteurs autour d'une plateforme électorale commune, à la fois radicale, inclusive et centrée sur des objectifs concrets. Des projets politiques adaptés à chaque ville étaient élaborés par des réunions participatives de voisins, des assemblées populaires de quartier, des équipes techniques et des outils numériques afin de faire participer des milliers de personnes à la prise de décision, reprenant ainsi l'esprit du « mouvement des places » dans l'arène politique.

Une fois que les plateformes locales furent adoptées, il fallait encore sélectionner des candidatures citoyennes et populaires pour les porter. « C'est ici qu'intervient un autre ingrédient clé des confluences : des primaires, organisées sur Internet, ouvertes à n'importe quel électeur. Là encore, chaque ville s'est prise à sa façon » (p. 65). Or, ce processus de démocratie participative et directe élargie se combine souvent à un fort leadership et à une stratégie de communication particulièrement efficace, comme en témoignent les figures d'Ada Colau à Barcelone ou encore celle de Manuela Carmena, l'ex-juge antifranquiste de 70 ans qui gagna la mairie de Madrid en 2015. Comme le souligne Lamant, « c'est l'une des contradictions de la plupart des confluences, qu'elles n'ont toujours pas résolues une fois au pouvoir : l'extrême personnalisation de ces structures qui se prétendent horizontales » (p. 63). Comment peut-on concilier cette tendance à la centralisation du pouvoir dans les mains des « vedettes », puis l'impératif démocratique des assemblées populaires, l'horizontalité organisationnelle et la présomption de la capacité de « n'importe qui » à pouvoir gouverner ?

C'est alors que Lamant met en relief les « techniques de profanation », c'est-à-dire des garde-fous démocratiques et innovations institutionnelles pour éviter la concentration du pouvoir. « Toutes les nouvelles mairies ont tenté d'élaborer

des règles et des mécanismes pour ne pas perdre leur âme dès la prise du pouvoir. Avec des fortunes diverses, elles ont tenté de profaner l'institution, c'est-à-dire, pour reprendre les mots de Giorgio Agamben, de désactiver les dispositifs du pouvoir et les restituer à l'usage commun » (p. 118). Quelques exemples ? Plafonnement du salaire des élu-e-s, publication en ligne de leur agenda personnel, limitation à deux mandats consécutifs, transparence complète sur les allocations de dépenses et les décisions prises, etc. Autant d'idées rassemblées dans un « code d'éthique », élaboré soigneusement par chaque plateforme citoyenne locale, que chaque candidature doit s'engager à respecter pour faire partie de la liste électorale. L'idée est que chaque personne voulant accéder à une charge publique soit responsable, redevable et révocable à tout moment. Ada Colau insiste : « Virez-nous si nous ne faisons pas ce que nous avons dit que nous ferions », manière d'actualiser le slogan des luttes zapatistes des années 1990, « gouverner en obéissant » (p. 34).

Ces codes d'éthique s'accompagnent d'engagement à développer une foule d'outils de transparence, des plateformes collaboratives, ainsi que des dispositifs de démocratie directe et participative. Par exemple, sur le site *Web Decide Madrid*, « n'importe quel citoyen est libre de déposer une proposition liée à l'avenir de la capitale. Et si 50 000 habitants (soit 2 % des Madrilènes de plus de 16 ans) valident le projet – il suffit de cliquer pour approuver – un référendum local doit être organisé » (p. 120). On peut également penser à des assemblées publiques fréquentes où la mairesse peut « gouverner en écoutant », ou encore à des rencontres ciblées avec des groupes vulnérables et marginalisés, ou encore des budgets participatifs. Il peut également y avoir des forums de participation à l'échelle des districts, ou encore des *VóVes*, sorte de porte-paroles de quartier qui peuvent porter les revendications locales vers les plus hautes instances du conseil municipal. « La stratégie du nouveau municipalisme espagnol se dessine : forger des outils de participation [...] pour dépasser [...] une démocratie représentative à bout de souffle. À ce stade, c'est sans doute encore loin d'être suffisant. Patience : on saura si ces mécanismes fonctionnent le jour où les mouvements sociaux s'en empareront et bousculeront les mairies en place » (p. 129).

Évidemment, le municipalisme « réellement existant » est encore très éloigné de cette promesse d'émancipation générale, car les mairies du changement doivent fonctionner dans un système où la majorité des pouvoirs ne sont pas à leur disposition. Elles doivent faire face à des contraintes légales d'équilibre budgétaire, des mesures d'austérité des paliers de gouvernement supérieur, même si elles doivent également s'occuper d'une foule de responsabilités sur le plan social et économique.

Néanmoins, les villes rebelles n'ont pas dit leur dernier mot, car même si elles ont des bâtons dans les roues, elles utilisent leur imagination et une série de moyens d'action, que ce soit des consultations publiques, des audits citoyens de la dette, de l'urbanisme participatif et d'autres astuces pour déjouer les contraintes des élites. Colau pose d'importants moratoires sur les projets de développement hôtelier et les projets immobiliers de luxe, mais doit faire quelques compromis.

Carmena avait promis de « remunicipaliser » la gestion de l'eau et la collecte des ordures, mais a décidé de renouveler un contrat de quatre ans avec le secteur privé, « le temps, dit-elle, de préparer la suite » (p. 142). Malgré un discours radical aux accents révolutionnaires, les mairies rebelles demeurent en quelque sorte « réformistes », en essayant tant bien que mal de faire des avancées sociales dans un contexte difficile.

Par exemple, un revenu de base municipal fut lancé à La Corogne en 2016 afin d'aider les plus pauvres :

Au moins 532 euros mensuels par foyer, pour une mesure qui devrait bénéficier à une fourchette de 500 à 1000 familles parmi les plus démunies de la ville. [...] À Barcelone, la nouvelle mairie est parvenue à sécuriser le financement du très coûteux chantier d'extension d'une ligne de métro pour relier le centre et la zone franche, un secteur industriel et populaire à proximité du port. En parallèle, l'exécutif veut faire baisser d'un cinquième le trafic automobile, en redessinant le damier de certains quartiers de la capitale où près de 60 % des rues, à terme, pourraient être rendues aux piétons (p. 144).

Autrement dit, les choses bougent, mais pas toujours à la vitesse souhaitée. D'autres problèmes peuvent encore surgir, comme la récupération des franges actives des mouvements sociaux, ou l'institutionnalisation rapide du municipalisme par la réalité du pouvoir. Lamant pose donc le diagnostic suivant :

Le bilan des mairies indignées se résumerait-il à une série de compromis progressistes et de retraites tactiques pas toujours reluisantes ? Il est encore trop tôt pour évaluer les effets de politiques publiques qui s'enclenchent à peine, dans un contexte politique national instable et contre la résistance des pouvoirs traditionnels qui s'accrochent plus que jamais. Mais les plateformes peuvent revendiquer, d'ores et déjà, des succès très concrets, qui prouvent aux sceptiques qu'il est possible de remporter des batailles significatives à l'échelle locale (p. 143).

Pour conclure, le livre de Ludovic Lamant est un ouvrage incontournable sur les mairies rebelles d'Espagne, lesquelles constituent, à plusieurs égards, l'un des principaux laboratoires du renouvellement de la gauche radicale au XXI^e siècle. Le municipalisme, loin d'être une simple idée, est un mouvement effectif et vivant qui réinvente déjà le projet émancipateur, son imaginaire, ses méthodes d'organisation et ses perspectives stratégiques, en jetant les bases d'une nouvelle société qui existe déjà, en germe, dans certaines villes rebelles.